



**NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GÉNÉRALE

**E/ECA/CODI/5/11**  
16 avril 2007

**FRANÇAIS**  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Cinquième réunion du Comité de l'information  
pour le développement (CODI V)

Addis-Abeba  
29 avril – 4 mai 2007

**Rapport de la réunion annuelle du cinquième Comité technique  
consultatif africain (ATAC V)**



## INTRODUCTION

1. La Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a adopté l'Initiative «Société de l'information en Afrique» en mai 1996. Conformément à sa Résolution 812 (XXXI), elle a donné pour mandat à la CEA de mettre en place un Comité technique consultatif africain (ATAC), composé de spécialistes africains des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la société de l'information. Ceux-ci sont chargés de donner des avis sur la mise en œuvre de la Société de l'information en Afrique. On attend aussi d'eux qu'ils plaident en faveur de la Société de l'information et qu'à ce titre ils recensent les meilleures pratiques dans le domaine des TIC et qu'ils aident la CEA à mobiliser les ressources nécessaires à son programme de travail.
2. Cinq comités successifs ont été constitués depuis 1997. Les membres du Comité dans sa cinquième composition ont été nommés en septembre 2006. Ils ont tenu leur première réunion à Addis-Abeba, du 12 au 14 décembre 2006. On en trouvera ci-après un compte rendu.

### Première séance – Séance d'ouverture

#### I. Allocutions de bienvenue et remarques liminaires

3. Dans son allocution d'ouverture, Mme Aida Opoku-Mensah, Administratrice chargée de la Division des TIC, de la science et de la technologie, a souhaité la bienvenue aux participants et les a remerciés d'avoir accepté de servir au sein du Comité pendant les deux années de leur mandat. Elle a fait le point du processus de repositionnement au terme duquel les travaux de la Commission ont été organisés selon deux grands axes: favoriser l'intégration régionale et répondre aux besoins particuliers de l'Afrique. Elle a précisé qu'à l'issue de ce processus, la Division des services d'information pour le développement (DISD) avait cessé d'exister et qu'elle avait été remplacée par la Division des TIC, de la science et de la technologie, qui avait pour objectif de mettre en œuvre l'Initiative «Société de l'information en Afrique».
4. Mme Opoku-Mensah a souligné que les membres du Comité jouaient un rôle important du fait de l'aide qu'ils apportent à la CEA dans la réalisation de son programme de travail et de son plan d'activités. Elle souhaitait cette année saluer tout particulièrement les membres du Comité, soulignant que pour la plupart ils n'étaient pas de simples experts ni de simples conseillers, mais des collègues et des amis qui travaillaient avec la CEA depuis déjà un certain temps. Elle considérait donc tout naturellement qu'en cette année du dixième anniversaire de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» le Comité devait être davantage une réunion de famille qu'un simple comité consultatif. Mme Opoku-Mensah a également invité les membres du Comité à prendre une part active à la cinquième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI V), fin avril 2007.

#### II. Participants

5. Ont pris part à la première séance de la réunion annuelle du cinquième Comité technique consultatif africain, des membres du Comité et des membres du secrétariat de la CEA. Les membres du Comité présents étaient les suivants:

- a) M. Abdoulaye Ndiaye
- b) M. Clément Dzidonou
- c) Mme Opportune Santos
- d) Mme Olive Chikankheni
- e) M. Ahmed Hussien
- f) M. Ebrima Jobe

6. Les membres ci-après n'ont pas pu participer:

- a) M. Massani Koroney
- b) M. Mzwandile R. Mabuza
- c) M. Nagwa El Shenawy
- d) M. Moses Bayingana
- e) Mme Natalie Sunker

7. La liste complète des participants est jointe en annexe 3.

### **III. Adoption de l'ordre du jour**

8. Les participants ont adopté l'ordre du jour provisoire et ont engagé les débats. L'ordre du jour est joint en annexe 1.

### **IV. Présentation du Comité, objectifs et mandat**

9. Mme Opoku-Mensah a présenté de façon détaillée les origines et les objectifs du Comité, le rôle de ses membres et leur mandat. Elle a félicité le Comité pour le travail effectué lors de ses précédentes réunions, notamment à sa quatrième réunion, en ce qui concerne en particulier l'important soutien apporté à la CEA pendant la préparation du Sommet mondial sur la Société de l'information. Elle a aussi abordé les problèmes qui se sont posés au Comité et indiqué qu'il fallait que les nouveaux membres prennent rapidement connaissance des activités de la CEA. C'est pour cette raison qu'il avait été décidé que les membres du Comité devaient être des experts déjà informés des travaux sur l'Initiative «Société de l'information en Afrique». Elle a également indiqué comment le Comité pourrait contribuer à l'Initiative.

### **V. Élection du Bureau**

10. Les participants ont élu le Bureau suivant:

- a) Président: M. Clément Dzidonou
- b) Vice-Président: Mme Olive Chikankheni
- c) Rapporteur: M. Ahmed Hussien

## Deuxième séance - Examen des activités

### VI. Rapport d'activité: État d'avancement, problèmes et voie à suivre

11. Les membres du Comité ont présenté un rapport sur les activités menées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication au service du développement, ainsi que sur la situation qui prévaut dans les pays où ils travaillent, afin d'en tirer des enseignements et d'échanger leurs connaissances. Il leur a également été demandé d'apporter leur contribution à deux publications de la CEA, en projet, l'une sur l'Initiative «Société de l'information en Afrique», qui sortira à l'occasion du dixième anniversaire de l'Initiative, l'autre sur la situation et l'impact des cyberstratégies en Afrique. Ils ont aussi été invités à apporter leur concours à la mise en place d'indicateurs de la cybergouvernance et au programme de travail de la Division pour 2007-2009.

#### VI.1. Rwanda, Ghana et Nigéria

12. Clément Dzidonu a présenté les initiatives «Société nationale de l'information» du Rwanda, du Ghana et du Nigéria, ainsi que deux projets ghanéens, SCAN-TIC» et «e-Traditional Governance».

##### *Rwanda*

13. Le processus de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC) comporte quatre phases, qui se complètent. Le plan INIC-2010 s'inscrit dans la continuité du plan INIC-2005. Cette deuxième phase, conçue avec l'aide de la CEA, a été approuvée par le Gouvernement rwandais et comporte 10 piliers correspondant chacun à un sous-plan.

##### *Ghana*

14. La politique des TIC au service du développement au Ghana a été approuvée en 2003. Elle doit déboucher sur un plan de mise en œuvre de la Société de l'information. Des stratégies sectorielles ont été conçues et des déclarations de politique générale publiées au niveau ministériel pour faciliter la mise en œuvre des politiques et leur appropriation. Les travaux en cours portent sur la traduction des 14 piliers en sous-plans correspondants, et sur la mise en place de structures de coordination, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

a) *e-Traditional Governance (Gouvernance traditionnelle en ligne)* – la mise en place du réseau (réseau à fibres optiques) a été achevée au Manhyia Palace à Kumasi. Le réseau comprend un cybermusée et un système d'aide à la gestion.

- b) *SCAN-TIC* – les résultats de cette initiative pilote sont les suivants:
- i) Un panier d'indicateurs des TIC au service du développement au Ghana;
  - ii) Un cadre pour l'intégration des indicateurs de suivi des TIC au service du développement dans le système national de statistique;
  - iii) Des outils, méthodes et mécanismes d'intégration des indicateurs des TIC au service du développement;
  - iv) Un projet relatif à la compilation et à l'analyse des principaux indicateurs des TIC au service du développement.

### *Nigéria*

15. Le plan de mise en œuvre des TIC au service du développement, au Nigéria, a été conçu pour contribuer aux actions prioritaires et aux programmes nationaux de développement socioéconomique du pays. Le Plan-2010 pour la mise en œuvre des TIC au service du développement est organisé en fonction d'un certain nombre de grands domaines d'action prioritaires et de sous-plans. Il sera mis en œuvre par divers organismes aux niveaux fédéral et au niveau des États. La National Information Technology Development Agency (Agence nationale pour les technologies de l'information; NITDA) sera l'organisme d'exécution et de-coordination, mais n'interviendra pas seule dans l'exécution.

### **VI.2. Malawi**

16. Mme O. T. Chikankheni, Directrice du Département des systèmes d'information et des services de gestion des technologies du Ministère de l'information et du tourisme du Malawi, a fait un exposé sur le développement d'une infrastructure de l'information et de la communication (INIC) au Malawi. Le but, au Malawi, est de faciliter la création d'un environnement propice à l'utilisation, à l'exploitation et au développement efficaces et durables des TIC dans tous les secteurs de l'économie, afin d'instaurer une société et une économie du savoir. Plusieurs objectifs sont visés, notamment: former du personnel aux TIC, pour répondre aux besoins de l'économie; créer un secteur des services hautement compétitif et à valeur ajoutée importante reposant sur les TIC; mettre en place une industrie des TIC axée sur l'exportation; et généraliser la culture informatique au Malawi.

17. Les piliers de cette politique sont les suivants:

- a) La stratégie de développement des TIC;
- b) Le capital humain;
- c) La gouvernance;
- d) Le secteur des TIC;
- e) L'infrastructure des TIC;
- f) Les secteurs de croissance;
- g) La communauté;
- h) Le cadre juridique.

18. Le processus de consultation qui a eu lieu au Malawi a conduit à l'élaboration d'un projet directeur, que le Ministère des finances étudie actuellement, avant de le soumettre au Gouvernement. Un programme national des TIC au service du développement est en cours d'élaboration, avec l'assistance financière du PNUD. La procédure d'élaboration des politiques d'ensemble a été très longue, mais plusieurs programmes, qui devraient jouer un rôle de catalyseur, sont en cours d'exécution, notamment des initiatives d'administration en ligne destinées à améliorer l'efficacité du secteur public et à le moderniser.

19. Au cours des débats qui ont suivi, le rôle que joue la CEA dans l'élaboration de politiques et de plans visant à la mise en place d'infrastructures nationales de l'information a été reconnu. On a aussi constaté que certains pays n'avaient pas enregistré beaucoup de progrès dans la mise en œuvre de leur plan. Il convenait d'étudier comment concrétiser ces plans et mobiliser des ressources.

20. Il a été précisé que si l'appui de la CEA portait essentiellement sur l'élaboration des plans, celle-ci intervenait aussi en sollicitant les partenaires de développement pour leur mise en application. Dans certains cas, les partenaires de développement se sont efficacement servis du modèle de la CEA comme plate-forme pour financer certaines activités. Le processus était désormais mieux connu, par suite notamment de la déclaration et du programme d'action de Genève. On a aussi insisté sur le fait qu'une intervention active des responsables politiques était nécessaire.

### **VI.3. Tchad et Togo**

21. M. Abdoulaye Ndiaye et Mme Opportune Santos, consultants spécialisés dans l'infrastructure nationale de l'information et de la communication, ont présenté un exposé sur l'état d'avancement de ces infrastructures, les problèmes qui se posent et la voie à suivre, et sur la dimension sexospécifique du projet au Tchad et au Togo.

22. Au Togo, le chef de l'État a pleinement soutenu le projet et à même donné des instructions pour accélérer le processus. Celui-ci fait actuellement l'objet d'études sectorielles et devrait être mené à terme en mars 2007. Une étude, dont les conclusions devraient être publiées en février 2007, sera également consacrée à l'intégration des questions sexospécifiques à ce projet. Les principales difficultés qui pourraient être rencontrées sont les suivantes: (i) Instabilité politique, (ii) Désaccords entre le Ministre des télécommunications et celui des TIC, (iii) Manque de capacités de coordination et mobilité trop grande du personnel, personne n'ayant été spécifiquement affecté au projet dans le Ministère. On note toutefois une forte volonté de réussir et un grand intérêt de la part des parties prenantes, notamment le secteur privé, les femmes et les associations de jeunes.

23. Au Tchad, des antagonismes entre le Ministère des postes et télécommunications et le Ministère de la communication a gêné le processus. Le problème a finalement été résolu par la fusion des deux Ministères en un nouveau Ministère des TIC et de la poste. Le projet est pratiquement identique à celui du Togo, mais il a été suspendu entre avril et août 2006 en raison des attaques de rebelles. Les difficultés qui pourraient être rencontrées sont l'instabilité politique,

les changements constants parmi les coordonnateurs et un manque de capacités en TIC chez les parties prenantes.

24. En ce qui concerne la perspective sexospécifique, les projets du Togo et du Tchad offrent de grandes possibilités, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique». Les résultats définitifs pourraient être présentés, de manière qu'on en tire des enseignements. À cet égard, pour assurer l'équité entre les hommes et les femmes, les participants ont recommandé que les femmes représentent un tiers des membres des comités chargés de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication. Les divisions de la CEA chargées des TIC et des questions relatives aux femmes devraient collaborer en vue d'intégrer les TIC dans les initiatives en faveur des femmes.

25. Au cours des débats, les questions suivantes ont été posées:

a) L'intégration des questions sexospécifiques dans les projets d'infrastructures TIC devrait se faire selon deux axes principaux:

- a. Comment utiliser les TIC pour trouver des solutions aux inégalités entre les sexes?
- b. Comment élaborer des politiques pour résoudre les problèmes posés par les inégalités entre les sexes et quelle pourrait être la contribution des TIC?

b) En dépit du fait qu'il persiste quelques malentendus dans les relations avec les ministères des TIC et des télécommunications, même au niveau international, la CEA pourrait collaborer avec la Commission de l'Union africaine pour trouver une solution au fait que deux ministères sont chargés des TIC, ce qui provoque des dissensions. Elle devrait conseiller les chefs d'État et de gouvernement sur la répartition des responsabilités dans le domaine des TIC ou leur recommander de confier au cabinet la coordination des politiques liées aux TIC.

c) Des séminaires de formation devraient être organisés à l'intention des deux pays, pour mettre au point la stratégie d'intégration des femmes aux projets relatifs à l'infrastructure de l'information et de la communication.

d) La prise en compte des sexospécificités dans le processus devrait être fondée sur les avantages comparatifs. Il s'agit de donner aux femmes les moyens de se prendre en charge et d'accroître leur productivité et leurs moyens d'existence (les expériences du Maroc, du Mali et du Malawi ont été présentées pour souligner ce point).

#### **VI.4. Éthiopie**

26. M. Ahmed Hussein, Directeur de la HiLCoE School of Computer Science and Technology a présenté un exposé sur le processus de mise en place de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC) en Éthiopie et sur la contribution des universitaires au processus. Il a évoqué le premier séminaire organisé en 1983, et décrit les lois en vigueur, les institutions s'occupant de l'informatique et le cadre conceptuel adopté en 1998



sous la direction du Premier Ministre. Le processus se poursuit. Un nouvel organe, l'Autorité éthiopienne des TIC, a été créé en 2003, et des plans détaillés et des stratégies de mise en œuvre (à l'horizon 2010 et 2020) ont été conçus. Cependant, ces instruments doivent encore être présentés au Conseil des ministres pour adoption. Quelques initiatives TIC sont au stade de la mise en œuvre. Elles concernent la mise en valeur des ressources humaines, le développement de l'infrastructure, le paiement électronique, etc. Les universitaires sont impliqués à travers différentes activités de recherche, notamment la localisation et le programme VarsityNet de la CEA. Les principales difficultés rencontrées ont trait à divers obstacles qui freinent le développement d'un secteur privé informatique, lequel pourrait pourtant jouer un rôle moteur.

27. Les recommandations suivantes ont été faites:

a) On s'est demandé si les pouvoirs publics pouvaient faire en sorte que le secteur privé local participe à la prise de décisions. La croissance que connaît actuellement l'infrastructure TIC est entraînée par les sociétés privées étrangères. Au vu de l'expérience du Ghana, de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Maroc, du Malawi et du Sénégal, on est arrivé aux conclusions suivantes:

- a. Il faudrait réfléchir à un cadre qui permettrait d'impliquer le secteur privé dans le renforcement de l'économie du savoir en Afrique, aux niveaux national et sous-régional;
- b. Ce cadre devrait être fondé sur un certain nombre de priorités, suivant deux axes:
  - i. Utiliser les TIC comme outil du développement du secteur privé;
  - ii. Développer le secteur privé dans le domaines des TIC.
- c. Un programme de développement du secteur privé devrait être mis en place pour accompagner le processus.

## VI.5. Gambie

28. M. Ebrima Jobe (Gambie) a présenté un exposé sur l'état d'avancement de l'infrastructure de l'information et de la communication et du projet SCAN-TIC en Gambie. Un groupe de travail national composé de différents partenaires a été constitué pour conduire le processus et un effort a été fait pour l'inscrire dans le cadre du programme de développement national (Vision 2020) et des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). On en est à la phase de la mise en œuvre, laquelle se fait sur la base des piliers recensés. La principale difficulté rencontrée est le manque de ressources. Il est d'ailleurs prévu d'organiser une table ronde sur la mobilisation de ressources. En outre, le pays a sollicité l'appui du PNUD pour certains des programmes menés dans le cadre des DSRP et du Plan – cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

29. Les résultats obtenus jusqu'à présent par le projet SCAN-TIC sont les suivants : la formation d'un groupe de travail national présidé par le directeur du bureau de statistique national, la tenue de l'atelier de lancement, le recensement des principaux indicateurs et la

collecte de données à partir de sources primaires et secondaires. Le processus en est à sa phase finale, avec l'analyse des données et la rédaction du rapport. Malheureusement, l'expert qui dirigeait l'ensemble du projet, au bureau de statistique national, étant parti étudier au Royaume-Uni, le travail a été interrompu. Depuis son retour, à la mi-décembre, on l'a sommé de rédiger le rapport. Le pays a demandé à la CEA de reporter à mi-février la date de présentation du rapport. Le secrétariat a expliqué que, selon les procédures de présentation des rapports aux partenaires, au moins un rapport sur l'état d'avancement devait être établi avant la fin de l'année et soumis à la CEA. Les discussions pouvaient cependant se poursuivre au sujet des délais et des procédures.

#### Quatrième séance - Examen de quelques activités de la CEA

#### VII. Discussions autour de deux publications: 10 years of the AISI (Société de l'information en Afrique, 10 ans après) et NICI: Status, challenges and the way forward (INIC: état d'avancement, défis et voie à suivre)

30. Makane Faye et Sizo Mhlanga ont fait une présentation sommaire de deux publications en projet, l'une qui fait le point de l'Initiative «Société de l'information en Afrique», 10 ans après son lancement, l'autre qui rend compte de l'évolution des projets INIC et de leur avenir.

#### 31. AISI+10: Sommaire

- a) Préface du Secrétaire exécutif de la CEA
- b) Origines de l'Initiative
- c) Développement des plans INIC en Afrique - extrait de la publication
- d) Évaluation des TIC
- e) Intégration Régionale
- f) Gestion du savoir et renforcement des capacités
- g) L'Initiative et ses partenaires
- h) Sommet mondial sur la société de l'information
- i) Partenariats dans la mise en oeuvre de l'Initiative
- j) Conclusion: réorganiser l'Initiative.

#### 32. INIC: Sommaire

- a) Préface du Secrétaire exécutif de la CEA
- b) Aperçu de INIC
- c) Études de cas par pays
- d) Dimensions régionales et sectorielles
- e) Activités de développement et INIC
- f) L'Économie du savoir
- g) Infrastructure des données géospatiales
- h) Évaluation des TIC
- i) État d'avancement et voie à suivre.

### 33. *Débat et principales recommandations*

a) Le plan est bien conçu et couvre tous les domaines. La majeure partie des informations nécessaires est disponible; il faudrait mener des études documentaires pour mettre à jour les contenus et les documents et faire le point des enseignements à tirer.

b) Il faudrait préciser très clairement le but recherché dans les publications: faire le point, recenser les meilleures pratiques et les leçons apprises, servir de documents de référence pour d'autres études et ouvrir de nouvelles voies de réflexion.

c) L'accent devrait être mis sur les leçons apprises et les meilleures pratiques, surtout sur le manque de capacités.

d) Les résultats préliminaires du questionnaire sur l'infrastructure nationale de l'information et de la communication doivent être dépouillés et analysés pour qu'on puisse savoir quels problèmes se posent dans ce domaine.

e) Les pays comme Maurice, qui se sont sérieusement engagés dans l'économie du savoir en développant des plans concrets et en allouant les ressources nécessaires, devraient servir d'exemple.

f) Il a été suggéré de commander une étude indépendante pour déterminer les raisons pour lesquelles le projet a échoué dans un certain nombre de pays africains, en tirer des enseignements et redéfinir le processus. Cette étude pourrait compléter la publication.

g) L'idée d'une «nouvelle génération» d'infrastructure nationale de l'information et de la communication risque de créer des malentendus dans les pays qui sont déjà lancés dans l'élaboration ou la mise en application de l'infrastructure. Il vaudrait donc mieux de ne pas présenter cette idée dans la publication.

h) L'appui à des projets spécifiques pourrait être un bon moyen de surmonter les problèmes que pose la mise en place de l'infrastructure.

i) S'agissant de la reconfiguration de l'Initiative «Société de l'information en Afrique», l'accent doit être mis sur l'exécution.

j) Il faudrait organiser une retraite commune du Comité et de la Division des TIC pour étudier les méthodes de travail, les procédures et le programme de travail de la Division. Cette retraite devrait aboutir à des propositions concrètes et réalisables concernant la reconfiguration de l'Initiative et l'amélioration du fonctionnement de la Division de manière que celle-ci puisse remplir efficacement son mandat et mettre en œuvre les programmes de la CEA repositionnée.

### **VIII. Proposition sur des indicateurs de l'administration en ligne**

34. Afework Temtime (secrétariat de la CEA) a présenté les domaines pour lesquels il est proposé de définir des indicateurs de l'informatisation de l'administration, qui permettraient d'évaluer l'état de préparation à l'ère électronique, l'utilisation des TIC et leur impact sur la formulation et la mise en œuvre des stratégies. Il a également cité plusieurs activités connexes comme le plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information, le programme SCAN-TIC, le partenariat pour l'évaluation des TIC au service du développement et le rôle de la CEA comme coordonnateur du groupe de travail sur l'administration en ligne.

35. Les sept domaines proposés sont les suivants: la gestion du secteur public; la prestation de services publics; la promotion du développement du secteur privé; les réformes législatives et judiciaires; les cadres de décision, la loi et la réglementation; le renforcement des capacités de parlement; le renforcement des pouvoirs des autorités locales. L'intervenant a conclu sa présentation en indiquant que le Comité était invité à:

a) Examiner les principaux indicateurs de l'utilisation des TIC dans l'administration, dans une perspective africaine;

b) Étudier les domaines proposés et suggérer une première liste d'indicateurs.

36. Les questions suivantes ont été soulevées pendant les débats:

a) Quel intérêt présente le programme SCAN-TIC pour la définition d'indicateurs? Les méthodes employées pour ce programme devraient être utilisées, en plus de la recherche documentaire.

b) Certains pays ont reconnu que les TIC constituaient un secteur d'investissement prometteur. Parmi les indicateurs, certains permettront-ils de mesurer l'effort des gouvernements à cet égard? On a souligné que ce serait le rôle des indicateurs relatifs au cadre de décision, à la législation et à la réglementation.

c) L'administration en ligne nécessite une connaissance des TIC à tous les niveaux (de la part de l'administration en tant que fournisseur de service et de la part de tous les citoyens en tant qu'usagers). Comment sera mesuré le degré de connaissance informatique? Certains ont suggéré de définir des indicateurs qui renseigneraient sur le degré de connaissance dans les relations des administrations avec les entreprises, des administrations avec les citoyens, et des administrations entre elles.

d) La CEA devrait mettre en place une stratégie pour trouver des moyens d'accélérer la mise en œuvre des programmes d'administration en ligne, surtout en ce qui concerne les relations des administrations avec les entreprises, des administrations avec les citoyens et des administrations entre elles.

e) Le cadre d'orientation relatif à la définition des indicateurs devra tenir compte des objectifs d'ensemble des indicateurs et, surtout, de la méthodologie employée pour SCAN-TIC

(capacité, utilisation et transformation), qui a été adoptée en 2005 par la CEA et les pays qui appliquent ce programme.

f) Il serait nécessaire de clarifier l'objectif de l'exercice, après quoi les indicateurs pourront être classés en deux groupes, les uns qui serviront à mesurer l'offre, les autres la demande. En ce qui concerne l'offre, on pourrait évaluer l'effort d'investissement de l'État à l'aide d'indicateurs de la capacité, du développement des systèmes informatiques et de la prestation de services en ligne. Côté demande, les indicateurs serviraient à mesurer la capacité des citoyens d'utiliser les services fournis.

g) Comment accroître la prestation de services publics compte tenu des problèmes rencontrés?

h) Les gouvernements doivent comprendre que l'administration en ligne n'est pas là pour servir les intérêts des partenaires de développement désireux d'appuyer de telles initiatives; elle vise les relations entre les pouvoirs publics et les citoyens, le secteur privé, etc.

i) Il conviendrait de définir un cadre, afin de guider les membres du Comité dans la définition des indicateurs.

j) Il faut s'intéresser aux liens entre ces indicateurs et ceux mis au point par d'autres organismes, comme par exemple l'Union internationale des télécommunications (UIT), poser la question de l'harmonisation, de la normalisation et de l'interopérabilité de la technologie au sein des administrations publiques. C'est à la CEA qu'a été confiée la question de l'administration en ligne, tout comme la question de l'éducation est sous la responsabilité de l'UNESCO.

k) Les indicateurs pourraient faire l'objet de débats entre les membres du Comité dans le cadre de discussions en ligne.

#### **IX. Partenariat entre l'équipe des TIC et Ressources naturelles Canada et présentation de la réglementation sur la communication électronique**

37. M. Omar Allam, représentant du Secteur des sciences de la terre de Ressources naturelles Canada (RNCa), a fait un exposé sur le partenariat entre la CEA et RNCa, dans lequel il a expliqué comment ce partenariat s'était matérialisé. Plusieurs activités étaient en cours: i) La gestion foncière dans l'économie du savoir; ii) La science, la technologie et l'innovation au service de la santé publique; et (iii) Le développement d'un cadre géomatique national à l'appui du plan INIC au Sénégal. Pour conclure, l'intervenant a présenté les voies que pourrait emprunter le partenariat entre RNCa et la CEA à l'avenir, à savoir: a) Renforcer l'expertise et l'appui; b) Coordonner et harmoniser les approches et c) Œuvrer pour la réalisation des objectifs mondiaux que sont les OMD, le NEPAD et le plan d'action du G-8 pour l'Afrique.

38. Mme Tuula Broman, consultante finlandaise représentant la CEA, a fait un exposé sur la réglementation des télécommunications dans l'Union européenne et sur la concurrence dans ce secteur. Elle a parlé des lois qui régissent la concurrence dans l'Union européenne et de

l'harmonisation des directives européennes, et notamment de deux directives sur des domaines connexes: la télévision sans frontières et le commerce électronique. L'intervenante a achevé sa présentation en soulignant qu'il était nécessaire de coordonner l'action des différents acteurs, notamment l'UIT, la Banque mondiale, l'UE, le Canada et la Finlande pour une «connexion tous azimuts en Afrique».

#### *Débat et principales recommandations*

39. Les remarques et les recommandations suivantes ont été faites pendant le débat qui a suivi les exposés:

- a) Étant donné la très grande vitesse du cycle d'innovation dans les TIC, la réglementation des télécommunications devrait tenir compte des répercussions économiques et juridiques de l'innovation.
- b) Il existe en Afrique des directives de nature analogue à celles de l'UE, lesquelles sont mises à jour à mesure des changements.
- c) L'Afrique ne se situe pas au même niveau que l'UE, qu'il s'agisse des modèles suivis par les TIC ou de l'industrie des télécommunications. Elle pourrait cependant s'inspirer de ses meilleures pratiques.
- d) Il faudrait réglementer le contenu car la convergence des normes peut révéler des lacunes dans la réglementation (cas par exemple de la diffusion de matériel audiovisuel sur Internet).
- e) Il faudrait réfléchir aux problèmes auxquels l'Afrique est confrontée en ce qui concerne par exemple la convergence. Un mécanisme permettant de faire le point de la situation, de déterminer si les directives sont respectées et de repérer les lacunes, devrait être mis en place.
- f) On s'est interrogé sur la manière dont la CEA pourrait intervenir en faveur des plans INIC. On a évoqué les déboires causés par la libéralisation en Afrique et indiqué qu'il serait nécessaire d'inciter les bailleurs de fonds à apporter leur appui à des groupes de pays et d'éviter d'autres mauvaises expériences. Il faudrait effectuer l'harmonisation au niveau sous-régional et non au niveau continental, qui est une trop grande échelle.
- g) Les participants ont souligné que certaines technologies nouvelles comme la téléphonie sur Internet (VoIP), n'étaient pas réglementées par l'UE, l'Union préférant attendre que le marché arrive à maturité. Il a été recommandé une fois de plus que les pays africains élaborent une réglementation au niveau régional et les participants ont noté que l'on se fourvoierait en libéralisant sans réglementer.
- h) Les participants ont souligné le travail effectué pour mettre en oeuvre des plans INIC en collaboration avec le Centre canadien de ressources en cyberpolitiques.

i) La CEA et RNCAN devraient travailler ensemble sur une approche visant à intégrer l'infrastructure de données géospatiales aux infrastructures INIC

j) *African Development Network*, présidé par M. Ndiaye, est une ressource que la CEA et RNCAN devraient exploiter.

### **Cinquième séance - Examen du programme de travail de la Division des TIC, de la science et de la technologie (DTST) pour la période 2007-2009**

#### **X. Programme de travail de la Division pour 2007-2009**

40. La CEA a présenté le programme de travail de la Division pour la période 2007-2009, et expliqué que la nouvelle Division, qui serait chargée des questions relatives à la société de l'information, comprendrait trois sections: les TIC au service du développement, la géo-information et les sciences et technologies. L'objectif de la Division était de renforcer et de soutenir la société de l'information et l'économie du savoir en Afrique, et de développer les capacités d'élaboration, d'adaptation et de mise en œuvre de programmes de sciences et de technologies. Le programme «TIC au service du développement» comporterait les éléments suivants:

a) Élaboration de stratégies informatiques nationales visant à améliorer la capacité des pays africains de formuler, mettre en œuvre, coordonner et évaluer des politiques et des stratégies d'information au service du développement, sachant qu'il faudra tenir compte de la question de l'égalité des sexes;

b) Élaboration de stratégies informatiques régionales visant à améliorer les capacités des communautés économiques régionales pour ce qui est d'harmoniser et de coordonner ces stratégies dans leurs sous-régions respectives, et de stimuler l'élaboration de stratégies sectorielles sous-régionales sur les questions émergentes;

c) Élaboration de stratégies sectorielles visant à faciliter la mise en œuvre des politiques et des plans relatifs à l'infrastructure nationale de l'information et de la communication. L'accent sera mis sur le commerce, les pouvoirs publics, l'éducation et la santé. Des stratégies de sécurité numérique seront également mises au point;

d) Mesure des TIC dans le cadre de SCAN-TIC et du Partenariat mondial sur la mesure des TIC au service du développement, afin d'améliorer les capacités des pays africains d'établir, d'analyser et de diffuser des indicateurs des TIC au service du développement; ces indicateurs doivent servir à définir les politiques et à promouvoir la société de l'information en Afrique dans la perspective des OMD;

e) Renforcement des capacités des États membres et des parties prenantes par le biais du Centre des technologies de l'information pour l'Afrique (CTIA). La formation aura à la fois un aspect de sensibilisation et un aspect technique. Des modules de formation en ligne seront mis au point pour permettre un accès dans toute l'Afrique;

f) Participation des parties prenantes aux activités de la Division aux niveaux national et régional, afin de renforcer leurs capacités dans le processus des TIC au service du développement, notamment en ce qui concerne les activités relatives à la recherche et à l'innovation;

g) Création, en 2007, du prix de la technologie gouvernementale en Afrique, en coopération avec le Centre canadien de ressources en cyberpolitiques (CCRCp). Ce prix récompensera les gouvernements qui auront informatisé les services publics en mettant l'accent sur les points suivants:

- a. Fourniture de services publics aux citoyens et aux communautés;
- b. Amélioration des services de santé grâce à l'utilisation des TIC;
- c. Amélioration de l'enseignement grâce à l'utilisation des TIC;
- d. Partenariat public-privé pour la fourniture de services numériques économiques et financiers;

h) Réalisation d'études et de publications dans différents domaines se rapportant au programme de travail de la Division;

i) Fourniture de services fonctionnels aux organes intergouvernementaux et aux groupes d'experts;

j) Projets opérationnels sur les questions émergentes.

41. Girma Dessalegn (secrétariat de la CEA) a présenté le système d'apprentissage en ligne mis au point par le CTIA et a expliqué comment il était conçu et quelles étaient ses caractéristiques et ses fonctions. Il a précisé que le système était mis au point dans le cadre de l'initiative africaine d'apprentissage en ligne (<http://www.epolafrica.org/elearnafrica>). Comme il s'agit d'un projet en cours d'élaboration, les membres du Comité ont été priés de formuler des observations et des commentaires.

42. Après la présentation, les membres du Comité ont examiné le programme de travail.

43. Les membres du Comité ont demandé des précisions sur le processus d'élaboration, de présentation et de diffusion du programme de travail, ainsi que sur la composition, la structure de gouvernance et le mandat de la nouvelle Division.

44. Les fonctionnaires de la Division ont donné les précisions demandées et ont insisté sur la nécessité de faire intervenir les membres du Comité dans l'exécution du programme de travail, en particulier pour les activités financées au moyen de ressources extrabudgétaires. Les membres du Comité ont été informés des différents moyens utilisés pour faire connaître le programme des TIC au service du développement: réunions du Comité de l'information pour le développement (CODI), sites Web consacrés à l'Initiative « Société de l'information en Afrique », différents



groupes de discussions, instances internationales, bulletins d'information et visites de conseillers régionaux dans les États membres.

45. Les membres du Comité ont reçu un exemplaire du Plan d'activité de la CEA et l'ont examiné. Ils ont félicité le Secrétaire exécutif d'un travail bien fait et se sont engagés à apporter tout leur appui à la mise en œuvre du sous-programme de la Division. Ils ont discuté de la nécessité de regrouper la géo-information et les sciences et technologies autour des TIC, afin de disposer de cadres plus généraux en matière de sciences, de technologies et d'innovation dans les États membres qui mettent en place une infrastructure INIC. Les membres du Comité ont demandé à la CEA d'organiser une retraite pour examiner plus en détail les liens entre les infrastructures nationales, régionales et sous-régionales de l'information et de la communication. Ils ont également insisté sur la nécessité d'intégrer la géo-information aux infrastructures de l'information et de la communication.

46. Les membres du Comité ont félicité la CEA au sujet de l'initiative africaine d'apprentissage en ligne et ont demandé que les modules de formation soient étendus à toute la Commission et qu'un personnel suffisant puisse se consacrer à leur mise en point.

47. Pour ce qui est du prix de la technologie gouvernementale, les membres du Comité se sont engagés à participer au processus de désignation de candidats et à s'assurer que les gouvernements africains répondent à l'appel.

#### **Sixième séance - Clôture de la réunion**

#### **XI. Recommandations**

48. Les participants à la réunion ont formulé une série de recommandations sur la voie à suivre, qui sont reprises à l'annexe 2.

#### **XII. Date et lieu de la prochaine réunion et questions diverses**

49. La prochaine réunion aura lieu en 2007, les dates et le lieu restant à confirmer. Les membres du Comité technique consultatif africain participeront par ailleurs à la cinquième session du Comité de l'information pour le développement (CODI V), fin avril à Addis-Abeba (Éthiopie).

#### **XIII. Observations finales**

50. Le Président du Comité, M. Clément Dzidonou, a remercié les participants de leur dynamisme et s'est félicité de l'échange de connaissances et d'expérience qui avait eu lieu. Il a constaté que tous les membres étaient déterminés à apporter leur appui à la CEA pour mettre en œuvre l'Initiative « Société de l'information en Afrique », conformément au mandat du Comité. La réunion avait été riche d'enseignements sur les activités en cours et les membres du Comité allaient s'employer à les assimiler pour pouvoir donner des conseils sur tout l'éventail des questions examinées.

51. Mme Aida Opoku-Mensah a remercié les membres du Comité, en son nom propre et au nom du Secrétaire exécutif de la CEA, M. Abdoulie Janneh. Elle a demandé aux membres du Comité de formuler des observations et des commentaires sur le Plan d'activité de la CEA, qui servira d'ossature aux activités de la Commission dans les années à venir. Elle a insisté sur le rôle central joué par le Comité en termes d'appui, théorique et pratique, aux États membres. Elle s'est déclarée favorable à la suggestion faite par les membres du Comité d'organiser une retraite qui réunirait le Comité et le secrétariat et qui serait consacrée à l'examen du Plan d'activités et des méthodes à suivre pour mettre en place les infrastructures nationales d'information et de communication, en particulier en ce qui concerne le développement du secteur privé et compte tenu de la réorganisation de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » et des recommandations faites par le Comité à la présente réunion. Les produits des activités de la CEA et du Comité doivent être mesurables. Mme Opoku-Mensah a insisté sur le fait que le Comité devait aider la CEA à passer en revue ses produits, notamment les publications consacrées aux 10 ans de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » et à l'infrastructure nationale de l'information et de la communication. En conclusion, elle a souligné que les membres du Comité avaient un rôle d'ambassadeurs de l'Initiative et leur a demandé de participer activement à CODI V et au prix de la technologie gouvernementale en Afrique.

52. La réunion a été close le 14 décembre 2006 à 13 h 30.

Annexe I: ATAC V – Ordre du jour



NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



Distr.: GÉNÉRALE  
E/ECA/ISTD/ATAC/V/1

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

Réunion annuelle du cinquième Comité technique consultatif africain

Addis-Abeba  
12-14 décembre 2006

Centre des conférences des Nations Unies

**Ordre du jour**

**Mardi 12 décembre 2006**

**Première séance:**

**Séance d'ouverture**

**14 h 30 – 14 h 50**

Allocution de bienvenue et observations liminaires  
*Mme Aida Opoku-Mensah, Administratrice chargée de la Division des TIC, de la science et de la technologie (DTST).*

**14 h 50 – 15 h 10**

Présentation des participants.

**15 h 10 – 15 h 25**

ATAC, ses objectifs et son mandat: introduction  
*Mme Aida Opoku-Mensah, Administratrice chargée de la DTST.*

**15 h 25 – 15 h 40**

Élection des membres du bureau (Président, Vice-président et Rapporteur).

**15 h 40 – 16 heures**

*Pause café*

**Deuxième séance:**

**Examen des activités**

**16 heures – 16 h 30**

Rapport d'activité: situation, défis et voie à suivre.

**Ghana: INIC, SCAN-TIC et TIC au service de la gouvernance traditionnelle.**

**Nigéria: INIC**

**Rwanda: INIC et SCAN-TIC**

*M. C. Dzidonu, Consultant en INIC, International Institute for Information Technology (INIIT) (Ghana).*

**Malawi: INIC**

*Mme O. Chikankheni, Department of Information Systems & Technology Management Services (Malawi).*

**16 h 30 – 17 heures**

Questions et réponses.

**Mercredi 13 décembre 2006**

**Troisième séance:**

**Examen des activités (suite).**

**9 heures – 10 h 30**

Rapport d'activité: situation, défis et voie à suivre.

**Togo et Tchad: INIC et parité hommes-femmes**

*M. A. Ndiaye et Mme O. Santos, consultants en INIC.*

**Éthiopie: communauté universitaire**

*M. Ahmed Hussein, HiLCOE (Éthiopie).*

**Gambie: INIC et Scan-TIC**

*M. Ebrima Jobe, Department of state for communication and information technology (DOSCIT)(Gambie).*

**10 h 30– 10 h 45**

**Pause café**

**10 h 45 – 13 heures**

Questions et réponses.

**13 heures – 14 h 30**

**Déjeuner**

**Quatrième séance:**

**Examen de quelques activités de la CEA.**

**14 h 30 – 15 heures**

L'Initiative « Société de l'information en Afrique », dix ans après (AISI+10) (Publication)

*Makane Faye, DTST.*

INIC: état d'avancement, défis et voie à suivre (Publication)  
*Sizo Mhlanga, DTST*

15 heures- 16 heures Questions et réponses.

16 heures – 16 h 15 Pause café

16 h 15 – 16 h 45 Proposition sur des indicateurs de l'administration en ligne  
*Afewerk Temtime, DTST.*

16 h 45 – 17 h 15 Questions et réponses.

17 h 15 – 17 h 30 Partenariat entre l'équipe des TIC et Ressources naturelles Canada  
(RNCan)  
*M. Omar Allam, Ressources naturelles Canada.*

17 h 30 – 17 h 45 Réglementation de la communication électronique.

*Mme Tuula Broman, Expert/consultante en réglementation des télécommunications, DTST.*

17 h 45 – 18 h 15 Questions et réponses.

**Jeudi 14 décembre 2006**

**Cinquième séance:** Examen du programme de travail de la DTST pour la période  
2007-2009.

9 heures – 9 h 20 Présentation du programme de travail de la DTST pour la période  
2007-2009  
*Eskedar Nega, DTST.*

9 h 20 – 10 h 30 Questions et réponses.

10 h 30 – 10 h 45 Pause café

**Sixième séance:** Clôture.

10 h 45 – 11h 15 Recommandations sur la voie à suivre.

11 h 15 – 12 heures Date et lieu de la prochaine réunion, et questions diverses.

12 heures – 12 h 30 Discours de clôture.

**Annexe II: Première réunion d'ATAC V: Recommandations****Réunion annuelle du cinquième Comité technique consultatif africain (ATAC V)**

Addis-Abeba

12-14 décembre 2006

Centre de conférences des Nations Unies.

À l'issue d'une réunion de trois jours, les membres du Comité technique consultatif africain ont adopté les recommandations suivantes:

**Recommandations d'ordre général**

- S'agissant de la reconfiguration de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» (AISI), il faudra mettre l'accent sur la mise en œuvre.
- La Division des TIC, de la science et de la technologie (DTST) et ATAC devraient organiser conjointement une retraite pour examiner les processus, procédures et programmes de travail de la Division. La retraite devrait déboucher sur l'adoption de propositions concrètes et applicables concernant la reconfiguration de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» (AISI) et la stratégie que devrait suivre la Division pour s'acquitter efficacement son mandat, dans la CEA d'après les réformes.

**Examen des activités de la CEA sur la société de l'information: défis et voie à suivre**

- L'application de la méthode et du cadre de développement mis au point par la CEA et affinés au fil des ans, pour les infrastructures nationales de l'information et de la communication (INIC) doit être fortement encouragée afin de développer les INIC dans les pays membres.
- ATAC doit aider la CEA à inciter les pays à confier leurs plans d'infrastructure de l'information et de la communication à des cadres de haut niveau et notamment à promouvoir le développement des INIC.
- Il faut que la CEA continue de profiter de ce qu'elle peut organiser des réunions pour aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre leurs politiques et plans d'INIC et les encourager à mettre en place des structures organisationnelles nationales pour en faciliter l'exécution.
- Il faudrait envisager d'apporter un appui à des projets sectoriels pour régler les problèmes de mise en œuvre des INIC.
- ATAC reconnaît que la CEA n'a pas les moyens financiers voulus pour soutenir la mise en œuvre des programmes INIC dans les États membres; il estime cependant que la Commission pourrait mobiliser des ressources en organisant des réunions des membres du Partenariat pour les technologies de l'information et des communications en Afrique et d'autres partenaires de développement. Sans un effort de la Commission sur ce plan, les pays auront du mal à mettre en œuvre leurs programmes INIC.
- Il faudrait trouver des moyens d'accélérer le processus INIC dans certains pays, en dépit des obstacles que rencontrent la CEA et les consultants en INIC.

- La CEA devrait réfléchir à des plans visant délibérément à développer le secteur privé local dans le cadre des stratégies de mise en place d'INIC, à l'échelle nationale et régionale. Elle devrait mettre à profit son partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD) pour faciliter participation - indispensable - du secteur privé à la mise en oeuvre des programmes INIC dans les États membres.
- Pour éviter des conflits entre les différents services s'occupant des TIC dans les pays et réduire les tensions, il faudrait que tous les organismes publics concernés soient représentés dans les comités chargés des INIC et il faudrait désigner davantage de coordonnateurs.
- La CEA devrait renforcer son rôle de coordination dans les pays membres pour éviter le gaspillage d'efforts qui se produit lorsque plusieurs organismes d'aide et partenaires de développement interviennent chacun de leur côté pour les aider à élaborer des politiques et programmes INIC.
- La question de la parité hommes-femmes doit faire partie intégrante du processus INIC, selon les deux axes de réflexion suivants:
  - Comment utiliser les TIC pour réduire les inégalités entre les sexes?
  - Quelle politique mettre en place pour s'attaquer aux inégalités entre les sexes engendrées par les TIC?
- Il faudrait que la CEA encourage les États membres à intégrer dans le processus INIC les meilleures pratiques mises en évidence dans le cadre de l'Initiative AISI.

### **Examen de quelques activités de la CEA**

#### **AISI + 10 et INIC (deux publications)**

- Il convient d'indiquer clairement les objectifs des publications, à savoir: faire un bilan et mettre en évidence les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, servir de documents référence pour d'autres études et ouvrir de nouvelles voies de réflexion.
- En complément de la publication sur les INIC, la DTST devrait commander une étude pour déterminer les obstacles que rencontrent les États membres dans la mise en oeuvre de leurs plans INIC et proposer des moyens de les surmonter avec l'aide de la CEA.

### **Proposition sur des indicateurs de l'administration en ligne**

- Il faudrait lancer des activités pour sensibiliser les pouvoirs publics à l'intérêt que présente l'informatisation de l'administration et déterminer quel appui serait nécessaire pour la rendre possible.
- Il faudrait que la CEA mette en place une stratégie INIC pour accélérer la mise en oeuvre des programmes d'administration publique en ligne, notamment s'agissant des relations des administrations entre elles, des administrations avec les entreprises et des administrations avec les citoyens.
- ATAC recommande que le cadre d'élaboration d'indicateurs de l'administration publique en ligne tienne compte de l'objectif général des indicateurs et, surtout

s'inspire de la méthodologie SCAN-TIC, adoptée en 2005 par la CEA et les pays dotés de plans SCAN-TIC.

### **Partenariat CEA/Ressources naturelles Canada et réglementation des télécommunications**

- Il faudrait tenir compte des problèmes particuliers de l'Afrique en matière de convergence et de concurrence; à cet égard, il convient d'harmoniser les politiques aux niveaux sous-régional et régional.
- Dans les pays qui bénéficient de son appui, Ressources naturelles Canada (RNCan) devrait oeuvrer en étroite collaboration avec la CEA pour élaborer une approche commune de l'intégration des infrastructures de données spatiales dans les cyberstratégies.
- La CEA devrait rechercher des spécialistes en compétences en Afrique, notamment par l'intermédiaire du Réseau africain des développeurs, pour travailler sur les TIC.

### **Examen du programme de travail de la DTST pour la période 2007-2009**

- Il faut qu'ATAC, dans l'exercice de son rôle de conseiller auprès de la DTST, tienne compte de la nouvelle orientation de la Division résultant de la restructuration de la CEA.
- ATAC approuve la stratégie de la DTST consistant à soutenir l'élaboration de politiques et stratégies INIC dans les États membres et à faciliter l'élaboration et l'exécution de programmes informatiques sectoriels ciblés et concrets dans des domaines comme l'éducation en ligne, le commerce en ligne, l'administration en ligne et la sécurité en ligne.
- ATAC recommande que la DTST adopte une démarche intégrée dans ses opérations. En particulier, le système d'information géographique doit être considéré comme faisant partie intégrante du processus INIC.
- Il faut que la DTST développe davantage l'apprentissage en ligne à la CEA et diffuse du matériel provenant d'autres divisions.
- Il faut que le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique (CTIA) introduise le français dans ses modules de cours en ligne et assure une formation à l'intention des ressortissants des États membres francophones.



**Annexe III: Liste des participants**



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**



**Distr.: GÉNÉRALE**

**Original: ANGLAIS**

---

**Réunion annuelle du cinquième Comité technique consultatif africain**

**Addis-Abeba**

**12 - 14 décembre 2006,**

**Centre des conférences des Nations Unies-**

**Grande salle de presse**

**Membres d'ATAC V**

**M. Ebrima D. Jobe**

**ICT Director**

**Department of state for communication and information technology (DOSCIT)**

**Banjul (Gambie)**

**Tel: +220 229928**

**Tcp: +220 227954**

**Courriel: [ebouj2001@yahoo.com](mailto:ebouj2001@yahoo.com)**

**M. Abdoulaye Ndiaye**

**Membre de l'Agence de régulation des**

**télécommunications**

**Consultant NICI**

**Dakar (Sénégal)**

**Tél: (221) 832 40.70 /**

**Tcp: (221) 638 46 22**

**Courriel: [ndiaye@afritech.net](mailto:ndiaye@afritech.net) OR [abndiaye@gmail.com](mailto:abndiaye@gmail.com)**

**M. Clement Dzidonu**

**Senior Research Fellow**

**International Institute for**

**Information Technology (INIIT)**

**P.O Box AN-19782**

**Accra-North (Ghana)**

**Tél. 233-21-251894**

**233-21-240353**

**Tcp. 1-253-323-1363**

**Courriel: [dzidonu@iniit.com](mailto:dzidonu@iniit.com)**

Mme Opportune Santos  
Consultante NICI,  
Lomé (Togo)  
Tél:(228) 227 82 68 / 911 97 97  
Tep: (228) 222 41 20  
Courriel: [aksantos@togo-imet.com](mailto:aksantos@togo-imet.com) et [osantostg@yahoo.fr](mailto:osantostg@yahoo.fr)

Mme. Olive Chikankheni  
Director  
Information Systems and Technology Management  
Department of Information Systems & Technology Management Services  
P.B. 338, Lilongwe 3  
Lilongwe (Malawi)  
Tél: +265 8834053  
Tep: +265 1759624  
Courriel: [chikankheniot@malawi.gov.mw](mailto:chikankheniot@malawi.gov.mw)

M. Ahmed Hussien  
Assistant Professor/ Academic Director  
HILCOE School of Computer Science and Technology  
P.O. Box 33465  
Addis Ababa (Éthiopie)  
Tél.: 251 911 22 52 41  
Tep: 251 11 663 65 94  
Courriel: [hilcoe@ethionet.et](mailto:hilcoe@ethionet.et)

### **Experts invités**

M. Omar Allam  
Senior Advisor, Africa  
International Division, Policy and Coordination Branch  
Ressources naturelles (Canada)  
Tél: +1 (613) 943-8958  
Courriel: [Omar.Allam@nrcan.gc.ca](mailto:Omar.Allam@nrcan.gc.ca)

Mme. Tuula Broman  
Telecommunications Regulation Expert/Consultant  
Finland-UNECA Cooperation  
ICT and Science and Technology Davison (ISTD)  
P.O. Box 3001  
Addis-Abeba (Éthiopie)  
Tél.: +251 11 5443697  
Tep: +251 11 5510512  
Courriel: [tbroman@uneca.org](mailto:tbroman@uneca.org)

## **Secrétariat**

Mme. Aida Opoku-Mensah

Administratrice chargée de la Division des TIC, de la science et de la technologie (DTST)

P.O. Box 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél.: +251 11 5443562

Tcp: +251 11 5510512

Courriel: [aopoku-mensah@uneqa.org](mailto:aopoku-mensah@uneqa.org)

Mme. Eskedar Nega

Chef par interim de la Section des TIC au service du développement (DTST)

P. O. Box 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél.: 251 11 5445315

Tcp: 251 11 551 05 12

Courriel: [enega@uneqa.org](mailto:enega@uneqa.org)

M. Makane Faye

Conseiller regional hors classe (DTST)

P.O. Box 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél.: +251 11 5514534

Tcp: +251 11 5510512/+251 11 5515829

Courriel: [mfaye@uneqa.org](mailto:mfaye@uneqa.org)

M. Sizo Mhlanga

Conseiller regional (DTST)

P.O. Box 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél.: +251 11 5443636

Tcp: +251 11 5510512

Courriel: [smhlanga@uneqa.org](mailto:smhlanga@uneqa.org)

M. Thierry Amoussougbo

Conseiller regional (DTST)

P.O. Box 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél.: +251 11 5443053

Tcp: +251 11 5510512

Courriel: [tamoussougbo@uneqa.org](mailto:tamoussougbo@uneqa.org)

M. Afework Temtime  
Spécialiste de l'information (DTST)  
P.O. Box 3001  
Addis-Abeba (Éthiopie)  
Tél.: +251 11 5443159  
Tcp: +251 11 5510512  
Courriel: [atemtime@uneca.org](mailto:atemtime@uneca.org)

M. Assefa Bahta  
Spécialiste des réseaux d'information  
P.O. Box 3001  
Addis-Abeba (Éthiopie)  
Tél.: +251 11 5443455  
Tcp: +251 11 5510512  
Courriel: [assefab@uneca.org](mailto:assefab@uneca.org)

M. Girma Dessalegn  
Spécialiste des réseaux d'information, CTIA (DTST)  
P.O. Box 3001  
Addis-Abeba (Éthiopie)  
Tél.: +251 11 5445022  
Tcp: +251 11 5510512  
Courriel: [gdessalegn@uneca.org](mailto:gdessalegn@uneca.org)

M. Sultan Mohammed  
Formateur, CTIA (DTST)  
P. O. Box 3001  
Addis-Abeba (Éthiopie)  
Tél.: 251 11 5443329, Fax: 251 11 5 51 05 12  
Courriel: [smohammed@uneca.org](mailto:smohammed@uneca.org)

M. Malcom Attard  
Webmestre (DTST)  
P.O. Box 3001  
Addis-Abeba (Éthiopie)  
Tél.: +251 11 5445222  
Tcp: +251 11 5510512  
Courriel: [mattard@uneca.org](mailto:mattard@uneca.org)